RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 29 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 20 août 1927 a fixé à 250 frs. par an la limite du montant du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir.

La commission supérieure des économies ayant décidé, par application de l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933, qu'un abattement de 10 p. 100 sera opéré sur les crédits inscrits sous cette rubrique au budget de l'Etat pour l'exercice 1933 et à compter du 1^{er} août 1933, il y a lieu de réduire de 10 p. 100, à compter de cette date, le montant maximum annuel des remboursements pouvant être effectués et de le ramener ainsi à la somme de 225 francs.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature, si vous en approuvez les termes, le projet de décret ci-joint modifiant le décret du 20 août 1927 et fixant à 225 frs. par an la limite des remboursements pouvant être effectués.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 4 novembre 1903 portant organisation des services de santé coloniaux;

Vu le décret du 21 juin 1905 portant règlement d'administration publique sur l'administration des troupes coloniales;

Vu le décret du 21 juin 1906 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de santé des troupes coloniales;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 20 août 1927 fixant à 250 frs. par an le maximum du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir;

Vu l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant maximum annuel des remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir, fixé à la

somme de 250 frs., par le décret susvisé du 20 août 1927, est ramené à la somme de 225 francs.

ART. 2. — Cette mesure aura effet pour compter du 1^{er} août 1933.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française et au bulletin du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Répression de la tentative de corruption non suivie d'effet

ARRETE N° 246 promulguant au Togo le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÈTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 30 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret en date du 2 septembre 1933 a modifié, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, le

second alinéa de l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet, tel qu'il avait été amendé par la loi du 16 février 1919.

Les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun vous ont signalé l'intérêt qu'il y aurait à ce que ces dispositions soient également étendues à ces territoires où les mesures édictées par la loi du 16 février 1919 se sont révélées aussi efficaces qu'en Afrique occidentale française.

Nous avons donc préparé à cette fin le projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Henry CHÉRON.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confiés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 28 et 119 du traité de Versailles;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant applicable au Sénégal et dépendances le code pénal métropolitain;

Vu le décret du 3 mars 1920 portant application aux colonies de la loi du 16 février 1919, complétant les articles 177 et 179 du code pénal;

Vu les décrets du 22 mai 1924 rendant respectivement applicables, dans les territoires du Togo et du Cameroun, les lois et décrets promulgués en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française au 1^{er} janvier 1924;

Vu les décrets du 15 juillet 1927 sur la réorganisation judiciaire dans les territoires du Cameroun, du 8 août 1920 portant création d'un tribunal de première instance à Lomé (Togo) et du 16 novembre 1924 sur l'organisation de la justice en Afrique occidentale française;

DECRETE

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires du Togo et du Cameroun, l'alinéa 2 de l'article 179 du code pénal, modifié par la loi du 16 février 1919, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Si les tentatives de contrainte ou de corruption prévues au précédent paragraphe n'ont été suivies d'aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 100 à 3.000 frs. ».

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République

française, ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 30 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Henry CHÉRON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Uniformes des agents indigènes.

ARRETE N° 238 portant réglementation des uniformes des agents des cadres locaux indigènes du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1928 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 243 du 26 avril 1927 portant réorganisation des uniformes des commis-expéditionnaires et des interprètes indigènes;

Vu l'arrêté n° 518 du 12 septembre 1928 portant réglementation des uniformes des agents du service des voies de pénétration et du wharf;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les uniformes des agents des cadres locaux indigènes en service dans le territoire du Togo sont fixés ainsi qu'il suit :

A. — CADRES SUPERIEURS

1° — COMMIS D'ADMINISTRATION

ART. 2. — L'uniforme des commis d'administration consiste en un vêtement de toile blanche ou kaki. La vareuse est à col ouvert ou droit et comporte quatre poches et une rangée de 4 ou 7 boutons argentés ou dorés, gravés d'une étoile entourée de palmes.

Sur chaque revers du col se trouve un écusson en drap noir pentagonal (5 x 3 cm.), bordé d'un fin galon d'argent ou d'or et portant une étoile brodée d'argent ou d'or de 1 centimètre de diamètre.